

<http://lepcf.fr/Intervention-de-Jean-Jacques-Karman-lors-du-Conseil-National-des-30-et-31-mars>



Conseil National des 30 et 31 mars 2018

Sur le positionnement du PCF face à l'Union européenne

- S'organiser - Conseil National -



Date de mise en ligne : lundi 2 avril 2018

Copyright © Faire Vivre le PCF ! - Tous droits réservés

L'élection européenne de 2019 doit être le moment où nous commençons à rectifier notre ligne stratégique. Car, avant de voir la composition de la liste, qui à mon avis ne peut pas être autre chose que la liste du Parti Communiste Français sur une base de classe, sous peine de retomber dans l'ornière d'une liste "*Bouge l'Europe*" fourre-tout, social-démocrate et contre nature. La première question à laquelle nous devons répondre est celle du positionnement communiste face à « *l'Union Européenne* » du capital.

Notre position actuelle sur cette question, est toujours marquée par la ligne de la « *Mutation de 1999* » de la liste « *Bouge l'Europe* ». Liste à multiple parités qui se déclarait ouvertement « *euro-constructifs* » en passant sous silence la nature capitaliste de l'Union Européenne. Alors que notre histoire et notre culture nous guident naturellement à l'hostilité à cette Europe là.

Je rappelle que notre Parti est historiquement contre la construction européenne capitaliste. Je rappelle aussi que la lutte des classes est d'abord nationale et que Marx et Engels en 1848 dans le Manifeste du Parti Communiste déclaraient : « **le prolétariat de chaque pays doit, en premier lieu, conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationalement dirigeante, devenir lui-même la nation** » et ils ajoutaient : « **Du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles** ».

Notre parti a fait échouer en 1952 la CED (Communauté européenne de défense), et il a, en 1992, mené la juste lutte contre le Traité de Maastricht, contre tous ceux qui croyaient alors au mythe de l'Europe sociale, dont d'ailleurs un certain Jean-Luc Mélenchon et y compris nombre de camarades dans notre parti. Depuis, la « *mutation* » nous a ralliés à l'Europe du capital, que l'on veut simplement aujourd'hui réformer. Avec d'autres, j'ai créé dans les années 90, le comité national pour l'abrogation du traité de Maastricht. Cette juste ligne politique doit s'appliquer à tous les traités européens pour la rupture avec l'Europe du capital et pour la construction de l'Europe des peuples. Il n'y a pas d'Europe sociale, il n'y a pas d'Europe neutre.

Les directives de l'Union Européenne soutenues et mises en oeuvre par Macron, contre les cheminots, sont là pour nous le rappeler. Développer le soutien aux cheminots et d'un même mouvement dénoncer la nature de classe des directives de l'Union Européenne et la nécessité de rompre avec celle-ci, placeraient notre campagne pour les élections européennes sur de bons rails. Une campagne électorale sur la rupture avec les directives de l'Union Européenne et l'abrogation de tous les traités de celle-ci ouvrirait clairement une perspective d'une union des peuples d'Europe sur la base de nations souveraines et nous rapprocheraient de la classe ouvrière.